

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



Maurice engage les jeunes dans les préparatifs de la COP31

Page 3



Le ministre Sukon souligne la nécessité de traduire la recherche en innovation

Page 3



L'ancien brigadier-général des forces armées de Singapour rencontre le Premier ministre à l'initiative de NICE

Page 3



Page 3

M. Somduth Soborun a prêté serment en tant que membre de la Commission de l'Egalité des Chances

Métaux précieux et pierres précieuses : Assay Office intensifie la lutte contre la criminalité financière

Page 4

FOOTBALL

Sunderland 0 Arsenal 2



Bruno Guimarães obtient un but stupéfiant dans une affaire tendue alors que Gunners passe de quatre à quatre

Page 8

Manchester United 0 Manchester City 1



L'arbitrage du derby, une faillite totale

Indonésie

Six morts dans un accident d'un ferry et 129 disparues

Le navire « Virgo-Transport 8 » transportait 243 passagers et membres d'équipage. Il avait appareillé samedi de Surabaya, dans l'est de l'île de Java, pour rejoindre Banjarmassin, dans l'île de Bornéo, d'après un signalement aux secours des propriétaires du ferry.

Six personnes sont mortes, 129 sont toujours portées disparues, dimanche 13 septembre, et 108 ont pu être secourues après qu'un ferry reliant les îles indonésiennes de Java et de Bornéo a chaviré en raison de mauvaises conditions météorologiques, ont déclaré les services de secours et des responsables des transports.

Le navire Virgo-Transport 8 transportait 243 passagers et membres d'équipage. Il avait appareillé samedi de Surabaya, dans l'est de l'île de Java, pour rejoindre Banjarmassin, dans l'île de Bornéo, d'après un signalement aux secours des propriétaires du ferry.

Le contact a été perdu tôt dimanche matin. Les accidents en mer sont fréquents en Indonésie, archipel de plus de 17 000 îles particulièrement dépendant des liaisons maritimes, en raison notamment de normes de sécurité insuffisantes et de conditions météorologiques imprévisibles. Basarnas, l'agence nationale de recherche et de sauvetage d'Indonésie, a précisé dans sa dernière mise à jour que 213 personnes à bord étaient des passagers et 30 des membres d'équipage.

La météo rend difficiles les opérations de sauvetage

Le ministre des transports indonésien, Dudy Purwagandhi, a précisé que le navire s'était retourné. « D'après les informations que nous avons reçues, sur la base de la surveillance effectuée par hélicoptère, le navire s'est retourné mais n'a pas coulé. A 15 heures, il n'avait pas encore coulé, mais il avait chaviré », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Banjarmassin.

Le chef local des opérations de recherche et de sauvetage, I Putu Sudayana, avait auparavant affirmé à l'Agence France-Presse que le capitaine du navire avait signalé aux propriétaires, avant de perdre le contact, que le bâtiment était « en train de pencher ». Les opérations de sauvetage sont ralenties par des vagues atteignant pour certaines 2,5 mètres de hauteur, de même source. « C'est extrêmement risqué pour les bateaux. Même notre navire du Basarnas, long de 40 mètres, est en grand danger », a-t-il déclaré, faisant référence à l'Agence indonésienne de recherche et de secours. Un hélicoptère participe aux opérations, a décrit I Putu Sudayana.

Le contact a été perdu dimanche vers 2 heures, heure locale (20 heures à Paris), avec le navire, chargé de personnes et de véhicules, a relaté Heri Purwanto, à la tête de l'autorité portuaire de Banjarmassin, où les secours ont établi leur centre opérationnel.

Les accidents sont fréquents dans ce vaste pays. Lundi, le contact a été perdu avec une vedette rapide qui transportait huit personnes à proximité du volcan Anak Krakatau, à l'ouest de l'île de Java. Cinq journalistes à bord couvraient son éruption.

Le mois dernier, un incendie à bord d'un ferry a causé la mort d'une personne, tandis que cinq personnes ont été portées disparues, alors que le navire reliait les îles touristiques de Bali et Lombok.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Engagement politique

L'Inde célèbre les 25 ans en politique du Premier ministre Modi

Le ministre de l'Intérieur de l'Union, Amit Shah, a déclaré dimanche que le mois de « Seva Sankalp Abhiyan » pour marquer les 25 ans de service public du Premier ministre Narendra Modi sera mené à l'échelle nationale du 17 septembre au 17 octobre, en atteignant chaque district, Lok Sabha et circonscription de l'Assemblée et l'isoloir.

Shah a déclaré que l'ensemble de l'alliance de l'AND, les organisations bénévoles et les citoyens de tout le pays participeront à la campagne, qui coïncidera avec l'anniversaire de Modi le 17 septembre et l'achèvement de 25 ans de son mandat en tant que ministre en chef et Premier ministre le 6 octobre 2026. « Toute l'alliance de la NDA, de nombreuses organisations bénévoles et des personnes à travers le pays se réunissent pour mener la « Seva Sankalp Abhiyan » à l'échelle nationale du 17 septembre au 17 octobre.

Comme nous le savons tous, le 17 septembre marque l'anniversaire de Narendra Modi ji. Cette année revêt une importance particulière. Après une longue période de travail organisationnel, le 6 octobre 2026 marquera l'achèvement de 25 ans de mandat de Modi ji en tant que ministre en chef et Premier ministre, un voyage qui se poursuit à ce jour. Très peu de dirigeants de ce pays ont obtenu la distinction de terminer 25 années de service public continu, ayant servi à la fois comme ministre en chef de l'État et comme premier ministre de la nation », a déclaré Shah.

Il a dit que la campagne serait menée auprès des gens de la base partout au pays. « Cette campagne sera menée dans toute la nation dans toutes les unités administratives, y compris tous les États et les territoires de l'Union. Nous avons l'intention d'atteindre la population du pays en menant cette campagne dans chaque district, chaque circonscription de Lok Sabha et de l'Assemblée, et jusqu'au niveau des bureaux de vote individuels », a-t-il déclaré.

Le ministre en chef du Maharashtra, Devendra Fadnavis, a déclaré que Modi avait établi un record en achevant 25 ans de service public



et a souligné son mandat de Premier ministre. « Narendra Modi ji a établi un record en accomplissant 25 années de service public. Il a été Premier ministre du pays pendant 12 ans et a été le moteur des progrès de l'Inde, dont nous avons tous été témoins. Pour marquer l'achèvement de ces 25 années, il a été décidé de lancer le «Seva Sankalp Abhiyan». Tous les partenaires de la NDA sont avec nous pour cette campagne au Maharashtra », a déclaré Fadnavis.

Campagne spéciale et Vélo Yatra à Kashi

Pour célébrer les 25 ans du Premier ministre Narendra Modi dans la vie publique, le Bharatiya Janata Party (BJP) va lancer une vaste campagne de sensibilisation de masse d'un mois intitulée « Seva Sankalp Abhiyan » dans toute la région de Kashi. Du 17 septembre au 17 octobre, l'initiative vise à diffuser le message de service, de bonne gouvernance, de bien-être des pauvres et d'une Inde développée au niveau des stands, plutôt que simplement une série d'événements.

L'attraction principale de la campagne sera une balade à vélo de Kashi à Vadnagar, Gujarat. Le yatra débutera le 17 septembre, date d'anniversaire du Premier ministre, après que le temple de Kashi Vishwanath se sera vu offrir de l'eau provenant de 10 rivières, et se terminera environ 20 jours plus tard, le 7 octobre, dans son lieu de naissance, Vadnagar. (ANI)

Guerre en Iran

Le baril de l'essence à plus de 107 dollars

Le pétrole poursuit sa hausse, portant le baril au-delà de 107 dollars. Israël s'embrase autour du documentaire critique « NAZA », récompensé à la Mostra de Venise. Suivez les derniers développements de la guerre au Moyen-Orient, ce lundi 14 septembre.

Mise à l'écart de l'Iran à l'AIEA : un « précédent qui va affecter tout le monde »

Le refus d'accès opposé au chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) Mohammad Eslami, qui devait assister à une réunion internationale à Vienne, créé un « précédent qui affectera tout le monde », a déclaré lundi 14 septembre à Vienne un officiel iranien.

« Le refus d'accès à la conférence générale » de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est un « acte malveillant de l'administration américaine », a dit Behrouz Kamalvandi, adjoint aux affaires juridiques internationales de l'OIEA.

L'officiel en question est « une personne sous sanctions », a déclaré lundi le secrétaire américain à l'énergie Chris Wright. À la presse, qui lui demandait si les États-Unis ont été impliqués dans ce refus d'accès à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en Autriche, Chris Wright a déclaré : « Nous ne voulons pas que des individus sanctionnés contournent leurs sanctions. Il a demandé une dérogation aux sanctions et celle-ci a été refusée. »

L'Iran dément toute implication dans la guerre au Yémen

L'Iran, allié des houthistes au Yémen, a nié lundi 14 septembre toute implication dans la guerre qui oppose dans le pays de la péninsule arabique ces combattants aux forces gouvernementales soutenues par l'Arabie saoudite.

« L'Iran n'intervient pas dans les affaires yéménites », a déclaré devant la presse le porte-parole de la diplomatie iranienne Ismail Baghaï, affirmant que les houthistes étaient « des acteurs totalement indépendants (qui) prennent leurs décisions en fonction de leurs propres intérêts ».

La réunion sur Ormuz reportée à la demande de Riyad, assure l'Iran L'Iran a affirmé que la réunion consacrée au détroit d'Ormuz prévue lundi à Oman avec des pays du Golfe avait été reportée à la demande de l'Arabie saoudite, qui a invoqué la situation au Yémen.

« Il est vrai que l'Arabie saoudite a demandé le report de cette réunion », a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne Ismail Baghaï. « Invoquer la question yéménite comme raison (du report) est un faux prétexte », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Téhéran.

L'Iran empêché d'assister à une réunion de l'AIEA

Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) Mohammad Eslami qui devait assister à une réunion internationale à Vienne en a été empêché sous la pression des États-Unis, a affirmé lundi 14 septembre la télévision d'État iranienne.

« Mohammad Eslami et sa délégation ont pris un vol régulier pour Vienne samedi, mais ont été bloqués en cours de route en raison d'obstructions des États-Unis », a indiqué la télévision, précisant que le responsable iranien était rentré à Téhéran. Mohammad Eslami était attendu au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour une conférence annuelle sur le nucléaire.

Le pétrole continue sa hausse

Les prix du pétrole ont entamé la semaine en nette hausse lundi 14 septembre, le baril s'installant à plus de 100 dollars sur fond d'hostilités au Moyen-Orient, marquées par la fermeture d'un oléoduc clé en Arabie saoudite et de nouvelles attaques dans le détroit d'Ormuz.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, progressait de 2,80 % à 107,54 dollars. Il avait passé mercredi la barre des 100 dollars pour la première fois depuis juillet et s'était renchéri de près de 9 % sur la semaine dernière.

Oman a annoncé le report d'une réunion prévue lundi entre l'Iran et des pays du Golfe sur l'avenir du détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique verrouillée par Washington et Téhéran.

Trump minimise une fourniture présumée de renseignements chinois à l'Iran

Le président américain Donald Trump a minimisé dimanche des informations selon lesquelles des entités chinoises auraient fourni à Téhéran des images satellites d'une base militaire en Jordanie avant et après une frappe iranienne ayant tué trois soldats américains.

« Vous savez, quand on dit que la Chine nous espionne, je dis vous avez raison, et nous, nous les espionnons aussi », a déclaré Donald Trump aux journalistes à bord d'Air Force One, au lendemain de la parution d'un article du Wall Street Journal faisant état de ce présumé partage de renseignements entre Chinois et Iraniens. « C'est ce que nous faisons. En gros, ils font ce que nous faisons », a ajouté le président américain. Le 17 juillet, l'Iran avait lancé des missiles contre la base aérienne de Muwaffaq Salti en Jordanie, où sont stationnées des forces américaines. Trois soldats américains avaient été tués.

L'ancien brigadier-général des forces armées de Singapour rencontre le Premier ministre à l'initiative de NICE



L'ancien brigadier-général des forces armées de Singapour, M. Ong Bong Hwee, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, au nouveau bâtiment du Trésor à Port Louis.

Dans une déclaration faite à l'issue de la réunion, M. Ong Bong Hwee a déclaré que sa visite à Maurice s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative nationale pour l'éducation civique (NICE), une initiative majeure du gouvernement visant à inculquer la discipline, le respect, le patriotisme et la responsabilité sociale aux jeunes du pays.

Il a exprimé son honneur et son privilège de rencontrer le Premier ministre, rappelant qu'il avait rencontré le Dr Ramgoolam il y a 12 ans à son bureau, où ce dernier avait partagé son engagement envers l'avenir de la jeunesse de Maurice. M. Ong Bong Hwee a également souligné son profond respect pour le Premier ministre et l'importance qu'il attache à l'initiative NICE.

M. Ong Bong Hwee a indiqué qu'il avait également rencontré le secrétaire aux affaires intérieures, Mme Kan Oye Fong-Weng-Poorun, ainsi que des membres du comité de pilotage de NICE. Il a indiqué que des sessions de formation seront organisées du 16 au 18 septembre 2026 pour une vingtaine de leaders qui formeront et guideront à leur tour les jeunes dans le cadre de l'initiative.

Décrivant son rôle comme celui d'un facteur d'encouragement et de motivation, M. Ong Bong Hwee a déclaré qu'il était heureux d'avoir eu l'occasion de rencontrer le Premier ministre Ramgoolam et a salué son engagement à sensibiliser les jeunes tout en renforçant leur résilience et leur sens du patriotisme.

M. Somduth Soborun a prêté serment en tant que membre de la Commission de l'Égalité des Chances



M. Somduth Soborun a prêté serment en qualité de membre de la Commission pour l'Égalité des Chances (COE) devant le Président de la République, M. Dharam Gokhool, conformément à l'article 27, paragraphe 1G, de la loi sur l'égalité des chances pour un mandat de quatre ans.

La cérémonie d'assermentation s'est tenue à la State House, au Réduit, en présence de la présidente des COE, Mme Carolyn Desvaux de Marigny.

S'exprimant après la cérémonie, M. Soborun a souligné l'importance du principe de l'égalité des chances, soulignant que chacun mérite une chance équitable dans la vie.

Il s'est engagé à contribuer aux travaux de la Commission et à faire progresser ses efforts pour faire en sorte que l'égalité des chances devienne une réalité pour tous.

Maurice engage les jeunes dans préparatifs de la COP31



La consultation des jeunes de la Conférence nationale des Parties (COP31) s'est tenue, le samedi 12 septembre 2026, au Centre Helvetia pour la jeunesse à Saint-Pierre, dans le cadre des préparatifs de la 31e session de la COP31, prévue à Antalya, en Türkiye, du 09 au 20 novembre 2026. La consultation visait à s'assurer que la position nationale de Maurice pour la COP31 tienne compte des points de vue, des priorités et des aspirations de sa jeunesse.

Mme Karen Foo Kune-Bacha, ministre adjointe de l'Environnement, de la gestion des déchets solides et du changement climatique, et d'autres personnalités étaient présentes.

Quelque 65 participants d'organisations de jeunesse et de la communauté plus large des experts de la jeunesse ont pris part à la consultation. L'initiative a fourni une plateforme pour que les jeunes puissent contribuer aux discussions sur le changement climatique et sur les priorités que Maurice devrait avancer à la COP31.

En tant que petit État insulaire en développement, Maurice se servira de la COP31 pour plaider en faveur de partenariats internationaux plus solides, d'un meilleur accès au financement de l'action climatique, de

solutions fondées sur la nature et d'une action accélérée en faveur d'un développement à faible émission de carbone, durable et résilient au changement climatique.

Dans son allocution, la Ministre adjointe Foo Kune-Bacha a souligné l'importance de la participation des jeunes dans l'élaboration de la position nationale de Maurice pour la COP31, notant que les décisions prises aujourd'hui sur les changements climatiques auront des implications durables pour les générations futures.

Elle a souligné la nécessité pour Maurice de continuer à plaider en faveur de l'adaptation, du financement climatique, des pertes et préjudices, du transfert de technologies, du renforcement des capacités, de la justice climatique et de la justice intergénérationnelle.

Elle a également encouragé les jeunes à proposer des solutions pratiques et à jouer un rôle actif dans la lutte contre le changement climatique. Elle a souligné que la transition vers une économie à faible émission de carbone et durable devrait également ouvrir des opportunités pour les jeunes entrepreneurs, les chercheurs, les techniciens et les innovateurs, leur permettant de contribuer à la résilience climatique et au développement durable de Maurice.

Le ministre Sukon souligne la nécessité de traduire la recherche en innovation

Maurice doit renforcer la commercialisation de la recherche, augmenter le nombre de brevets et tisser des liens plus étroits entre les universités et l'industrie pour stimuler l'innovation et le développement économique, a déclaré le ministre de l'Enseignement supérieur, de la science et de la recherche, Dr Kaviraj Sharma Sukon.

Il s'exprimait le 11 septembre 2026 lors d'une table ronde académique organisée à l'Université de Maurice (UoM) à Réduit, dans le cadre de la visite officielle du directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI), M. Daren Tang. Le vice-chancelier de l'UoM, le professeur Kavi Kumar Khedo, des représentants d'établissements d'enseignement supérieur, des chercheurs et des étudiants étaient également présents.

Le ministre Sukon a souligné qu'il faut mettre davantage l'accent sur la création des conditions propices à l'essor de la recherche et de l'innovation, plutôt que de se concentrer uniquement sur la mesure du rendement en matière d'innovation. Il a observé que, bien que les universitaires se concentrent traditionnellement sur les publications de recherche, des efforts plus importants sont nécessaires pour les encourager à poursuivre leurs travaux par le biais de brevets et de la commercialisation.

Il a décrit plusieurs initiatives visant à renforcer la collaboration au sein de l'écosystème de l'enseignement supérieur, notamment l'organisation d'une semaine nationale de la recherche conjointe et la mise en place d'un comité national sur le développement des programmes d'études.



M. Sukon a en outre invité l'OMPI à envisager de créer une Académie de l'OMPI à Maurice afin de contribuer au renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle au niveau local et de servir potentiellement l'ensemble de la région.

Quant à M. Tang, il a souligné l'importance de transformer la recherche et l'innovation en valeur économique et sociale tangible. Il a souligné la nécessité d'aider les chercheurs et les étudiants à transformer les percées en laboratoire en produits et services commercialisables, tout en favorisant les retombées universitaires et des liens plus solides entre les chercheurs et les entreprises.

Il s'est également attardé sur le transfert de technologie, les politiques de propriété intellectuelle appropriées et le renforcement des capacités en tant qu'éléments clés d'un écosystème d'innovation dynamique.

Le professeur Khedo, pour sa part, a réitéré l'engagement de l'UoM à renforcer la commercialisation de la recherche, le transfert de technologie, l'entrepreneuriat et la collaboration avec l'OMPI.

Métaux précieux et pierres précieuses : Assay Office intensifie la lutte contre la criminalité financière

En 2025, environ 500 échantillons ont été testés par le Laboratoire d'analyse à l'aide de méthodes reconnues, notamment la cupulation, les essais sur pierre de touche et la spectrométrie X. Le laboratoire est accrédité ISO/IEC 17025:2017 par MAURITAS pour des tests spécifiques de bijoux en or et en argent et de leurs alliages.

Le laboratoire de gemmologie, quant à lui, a vérifié l'authenticité d'environ 500 pierres précieuses et a classé environ 500 diamants. La classification du diamant évalue les quatre caractéristiques bien connues – Coupe, Clarté, Couleur et Poids en carats, communément appelées les 4C.

Pour M. Lucknauth, le contrôle indépendant est particulièrement important dans un secteur où la valeur d'un article peut dépendre fortement de sa pureté, de sa composition, de son authenticité et de sa qualité. Il souligne que les services de laboratoire permettent aux consommateurs et aux bijoutiers d'obtenir une évaluation objective plutôt que de se fier uniquement à un examen visuel ou à des informations fournies au point de vente.

Le Bureau d'analyse offre également un service d'évaluation pour déterminer la valeur de la teneur en or dans les bijoux. Au total, 148 bijoux en or ont été évalués en 2025.

Une marque qui raconte une histoire

Un autre élément que les consommateurs peuvent remarquer sur les bijoux est une marque distinctive.

Les bijoux en or fabriqués localement portent une marque de commanditaire, qui peut être retracée jusqu'au marchand qui a fabriqué l'article. Sept nouvelles marques de commanditaire ont été enregistrées en 2025, ce qui porte à 422 le nombre total de marques utilisées par les bijoutiers.

Les bijoux en or importés peuvent porter une marque d'identification ou une marque d'importateur. À la fin de 2025, il y avait 277 marques d'identification enregistrées et 56 marques d'importateur.

M. Lucknauth explique que ces marques font partie du mécanisme de traçabilité au sein de l'industrie de la joaillerie, contribuant à relier les bijoux aux fabricants ou aux importateurs et à renforcer la responsabilité dans l'ensemble du secteur.

Du laboratoire à votre smartphone

Le Bureau des analyses cherche également des moyens de rendre ses services plus pratiques.

Parmi les projets prévus figure un service électronique pour les demandes de marques d'importateur et de commanditaire, qui sera mis en œuvre par l'entremise du Centre gouvernemental en ligne. L'Office étudie également la possibilité d'accepter des paiements au moyen d'applications pour smartphone, sous réserve de la décision politique nécessaire prise par le ministère des finances/comptable général.

Pour M. Lucknauth, le passage aux services numériques s'inscrit dans un effort plus large visant à rendre les interactions avec le Bureau des analyses plus accessibles et plus efficaces tout en maintenant les contrôles et les normes nécessaires.

L'institution fournit déjà plusieurs services numériques et d'information, y compris la vérification en ligne des rapports d'essais de gemmologie, les notifications SMS et WhatsApp par le numéro 55099575, et la vérification des codes QR pour les certificats d'enregistrement et les rapports d'essais en laboratoire. En outre, une hotline 8966 dédiée fournit le prix quotidien de l'or.

Investir dans une meilleure technologie

La transformation se fait également à l'intérieur des laboratoires.

Dans le cadre du projet d'investissement 2025-2026, une enveloppe de 3,2 millions de roupies a été allouée pour l'achat d'un Gem iD100 et d'un DiamondView Zoom pour le Laboratoire de gemmologie. Ces appareils sont déjà utilisés dans le laboratoire.

M. Lucknauth souligne que l'investissement dans l'équipement fait partie des efforts déployés par l'Office pour suivre le rythme des progrès de la gemmologie afin de renforcer sa capacité à fournir des services d'essai fiables et indépendants.

La qualité est une caractéristique clé des opérations de l'Office. Le Bureau des essais est accrédité selon la norme



MS ISO 9001:2015 auprès du Bureau des normes de Maurice depuis février 2018, et des audits annuels sont effectués pour évaluer la conformité continue. En outre, le Bureau des essais a été le premier laboratoire public à être certifié ISO/CEI 17025 avec MAURITAS.

Protéger l'acheteur, renforcer l'industrie

Avec 21 fonctionnaires travaillant dans l'ensemble de son administration, de son laboratoire d'analyses, de son laboratoire de gemmologie, de son service de comptage et de ses unités de surveillance, le Bureau des analyses associe expertise de laboratoire et contrôle réglementaire.

Sa mission ne se limite donc pas à déterminer si un bijou contient le métal précieux ou la pierre précieuse revendiquée par un vendeur. Il comprend plusieurs niveaux allant de l'enregistrement, des inspections, des tests, de la certification, de l'évaluation à la sensibilisation des consommateurs et, de plus en plus, à la surveillance de la criminalité financière.

Pour M. Lucknauth, l'évolution du Bureau d'analyse reflète l'évolution des modèles du secteur de la joaillerie. « Pour maintenir la confiance du public, il faut une réglementation rigoureuse, une expertise technique, des équipements modernes et une sensibilisation des consommateurs et des opérateurs du secteur », a-t-il déclaré.

La création de l'unité AML/CFT ajoute une nouvelle dimension à ce rôle. Alors que l'Assay Office se prépare à prendre en charge la supervision des négociants en métaux précieux et pierres précieuses dans le cadre juridique pertinent, son mandat évolue parallèlement aux risques auxquels le secteur est confronté.

À cet égard, le Bureau d'analyse a fait un grand pas en avant en mettant en place, le 24 avril 2026, une unité dédiée à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Cette mesure est conforme à une décision du Comité interministériel sur la LBC/FT lors de sa réunion du 26 février 2026 sur la mise en œuvre d'une telle mesure à Maurice.

La nouvelle unité comprend un responsable scientifique (analyse) et deux administrateurs techniques/administrateurs techniques principaux qui ont été formés à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et maîtrisent parfaitement le sujet. Une fois que la section pertinente de la loi de 2023 sur la Commission de la criminalité financière aura été promulguée, le Bureau d'analyse sera chargé de superviser l'application de la loi de 2002 sur le renseignement financier et la lutte contre le blanchiment de capitaux en ce qui concerne les négociants en métaux précieux et en pierres précieuses (DPMS).

Pour le Directeur du Bureau d'analyse, M. Yugal Lucknauth, la création de l'Unité dédiée marque une évolution importante dans le renforcement du cadre réglementaire régissant le secteur des métaux précieux et des pierres précieuses. Il explique que le Bureau des analyses se prépare à assumer cette responsabilité supplémentaire avec du personnel formé et avec l'appui de la Cellule de renseignement financier (CRF).

Afin d'aider le Bureau des analyses pendant la période de transition, la CRF a détaché deux de ses agents dans l'établissement pendant six mois.

Pourquoi est-ce important pour le public?

Pour les consommateurs ordinaires, le Assay Office est

surtout connu comme l'endroit où les bijoux et les pierres précieuses peuvent être testés. Mais son rôle va beaucoup plus loin.

Le Bureau est chargé de veiller au respect de la loi de 2007 sur les bijoux, qui régit les transactions en or, argent, palladium et platine, ainsi que les bijoux et les pierres précieuses et semi-précieuses. Sa mission plus large est de protéger les consommateurs, de soutenir le secteur de la joaillerie et de renforcer la confiance dans l'achat et la vente de bijoux et de pierres précieuses.

Selon M. Lucknauth, la protection des consommateurs reste au cœur du travail de l'Office. Il souligne que le rôle du Bureau d'analyse n'est pas simplement de réglementer les entreprises, mais aussi de donner aux membres du public une plus grande confiance lors de l'achat, de la vente ou du traitement des métaux précieux et des pierres précieuses.

L'établissement gère un laboratoire d'analyse, qui essaye les bijoux en or, en argent et en platine et leurs alliages, et un laboratoire de gemmologie, où sont vérifiées les pierres précieuses et semi-précieuses et les diamants de qualité. Ses services sont accessibles au public, aux bijoutiers et aux institutions gouvernementales.

Des milliers de transactions passent par le système de réglementation

L'ampleur du secteur de la joaillerie et les responsabilités réglementaires du Bureau d'analyse sont reflétées dans ses chiffres.

À fin décembre 2025, il y avait 602 détaillants enregistrés exploitant 716 bijouteries, employant un total de 2 233 personnes. Au cours de l'année, 29 nouveaux négociants se sont inscrits auprès du bureau d'analyse, tandis que neuf ont cessé leurs activités.

Le Bureau a également effectué 532 visites d'inspection inopinées dans des bijouteries en 2025, couvrant 74,3 % des 716 bijouteries enregistrées. Deux infractions impliquant deux trafiquants ont été enregistrées pour défaut de tenir des dossiers écrits complets et vérifiables, les deux dossiers ayant été soumis au directeur des poursuites pénales pour avis.

M. Lucknauth souligne que les inspections constituent un élément essentiel pour garantir que l'industrie opère dans le cadre juridique et que les consommateurs sont correctement protégés. La fonction de surveillance, note-t-il, aide également à promouvoir la conformité parmi les concessionnaires plutôt que de se concentrer uniquement sur l'application de la loi après qu'une infraction a eu lieu.

L'un des services les moins connus mais les plus importants fournis par le Bureau concerne les bijoux d'occasion. En 2025, 6 683 formulaires de déclaration de propriété ont été validés. L'identité et l'adresse des clients impliqués dans la vente de bijoux d'occasion doivent être mentionnées sur les formulaires dûment certifiés soit par la police, soit par le bureau d'analyse. Il est important pour les clients de vérifier si les bijoux destinés à la vente sont leur propriété.

L'article 23 du Règlement de 2012 sur l'enregistrement et les transactions des marchands de bijoux stipule que toute personne commet une infraction lorsqu'elle fait de la publicité ou fait de la publicité en ce qui concerne des bijoux d'occasion ou l'achat de métaux précieux sous quelque forme que ce soit et des pièces de monnaie.

Avant d'acheter ce diamant, sachez ce que vous obtenez

Les laboratoires du Bureau des analyses constituent un autre niveau important de protection des consommateurs.

« En fin de compte, le travail du Bureau ne se limite pas à tester l'or ou à classer les diamants. Il s'agit de la confiance : la confiance dans le fait qu'un métal précieux est ce qu'il prétend être, qu'une pierre précieuse est authentique, qu'un revendeur opère dans le respect de la loi et que le marché de la joaillerie est soumis à une surveillance efficace », déclare M. Lucknauth.

Pour les consommateurs, le message est simple : lors de l'achat de bijoux précieux ou de pierres précieuses, la vérification est importante. Et derrière cette vérification se trouve une institution qui travaille non seulement à préserver la valeur de ce que les consommateurs achètent, mais surtout à maintenir l'intégrité, la transparence et la confiance dans l'industrie mauricienne de la joaillerie.

BRICS

Fin du sommet en Inde et la prochaine réunion aura lieu en Chine

Le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre indien Narendra Modi ont mené samedi à New Delhi un échange de vues franc et approfondi, et sont parvenus à un consensus important selon lequel la Chine et l'Inde doivent être des partenaires.

Les deux dirigeants se sont rencontrés en marge du 18e sommet des BRICS à New Delhi.

M. Xi a déclaré que la Chine avait toujours envisagé et développé ses relations avec l'Inde dans une perspective stratégique et à long terme.

M. Xi a souligné qu'il avait rencontré M. Modi à deux reprises au cours des deux dernières années, ce qui avait permis aux relations bilatérales de prendre un nouveau départ et de s'améliorer encore davantage.

Les échanges institutionnels entre les deux pays ont progressivement repris, la liste des domaines de coopération n'a cessé de s'allonger et les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint un nouveau record, a ajouté M. Xi.

M. Xi a déclaré que ces progrès durablement acquis devraient être préservés. Notant que la Chine et l'Inde sont dans des situations nationales différentes, M. Xi a estimé qu'elles peuvent tirer parti de leurs atouts respectifs, se soutenir mutuellement, s'aider à réussir et poursuivre un développement commun.

Dans un contexte international turbulent, la Chine et l'Inde, qui sont les deux pays les plus peuplés du monde et des membres importants du Sud global, assument des responsabilités importantes, a déclaré M. Xi.

M. Xi a appelé les deux parties à garder à l'esprit l'avenir de l'humanité et le bien-être des peuples, à œuvrer ensemble pour promouvoir un développement de haute qualité de la coopération au sein des BRICS élargis, et à apporter davantage d'énergie positive à la paix, à la stabilité, au développement et à la prospérité mondiaux.

Soulignant l'importance d'une perception stratégique objective et rationnelle dans l'ajustement des relations sino-indiennes, M. Xi a déclaré que la Chine et l'Inde étaient des partenaires de coopération, et non des rivaux. Il a ajouté que les deux pays représentaient l'un pour l'autre des opportunités de développement, et non des menaces.

Il s'agit là d'un jugement stratégique fondé sur les stades de développement des deux pays et sur le contexte international, et qui sert les intérêts communs des deux pays et de leurs peuples, a déclaré M. Xi.

M. Xi a appelé les deux parties à s'entraider pour réussir grâce à une coopération gagnant-gagnant.

Les deux parties, a déclaré M. Xi, doivent se concentrer sur le développement, leur plus grand dénominateur commun, tout en renforçant les échanges amicaux et la coopération mutuellement bénéfique.

Il a appelé les deux parties à élargir leur coopération dans les échanges entre les peuples, les vols directs et d'autres domaines afin de renforcer efficacement le soutien de l'opinion publique aux relations bilatérales.

Les deux parties doivent également trouver un équilibre et répondre aux préoccupations économiques et commerciales de chacune, et promouvoir un développement stable et solide des relations économiques et commerciales bilatérales, a ajouté M. Xi.

M. Xi a appelé la Chine et l'Inde à s'appuyer sur la sagesse politique fondée sur le respect et la compréhension mutuels pour surmonter les perturbations, et a exhorté les deux parties à faire progresser en parallèle leurs relations bilatérales et le traitement des questions frontalières, ces deux volets se renforçant mutuellement, afin de maintenir la paix et la tranquillité dans les zones frontalières.



Il a également exhorté la Chine et l'Inde à promouvoir une coopération multilatérale dans un esprit d'ouverture et d'inclusion, au bénéfice du monde entier.

M. Xi a déclaré que les deux pays devraient se soutenir mutuellement en tant que présidents tournants des BRICS, renforcer la coordination au sein des cadres multilatéraux tels que les Nations Unies, l'Organisation de coopération de Shanghai et le Groupe des 20, faire front commun pour relever les défis mondiaux et défendre sans équivoque l'équité et la justice internationales.

M. Modi a déclaré avoir tenu plusieurs réunions fructueuses avec M. Xi, qui ont engagé les relations indo-chinoises dans une direction positive, ce qui sert les intérêts communs des plus de 2,8 milliards d'habitants des deux pays.

Les deux grandes civilisations que sont l'Inde et la Chine ont, au fil des millénaires, appris l'une de l'autre grâce à leurs échanges et ont progressé main dans la main, a-t-il ajouté.

L'Inde considère toujours les relations indo-chinoises d'un point de vue stratégique et dans une perspective à long terme, elle souhaite être un partenaire plutôt qu'un rival de la Chine, et considérer le développement de l'autre comme une opportunité plutôt que comme un défi, a-t-il souligné.

L'Inde mène une politique étrangère indépendante, et le développement de ses relations avec la Chine n'est soumis à l'influence d'aucune tierce partie, a-t-il déclaré.

La politique et la position de l'Inde sur les questions relatives à Taiwan et au Xizang restent inchangées, et elle n'autorise aucune force à mener des activités anti-chinoises sur son territoire, a-t-il ajouté.

L'Inde est prête à maintenir des échanges de haut niveau avec la Chine sur la base du respect et de la confiance mutuels, à renforcer la communication stratégique, à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique et à intensifier les échanges entre les peuples, afin que les relations bilatérales puissent accéder à des niveaux supérieurs, a déclaré M. Modi.

Les deux parties devraient œuvrer ensemble pour préserver la paix et la tranquillité dans les zones frontalières, a-t-il ajouté.

L'Inde a remercié la Chine pour son soutien à l'organisation par l'Inde du sommet des BRICS et soutiendra pleinement la Chine lorsqu'elle assumera la présidence des BRICS l'année prochaine, a-t-il déclaré.

M. Modi a déclaré que l'Inde était prête à se coordonner et à coopérer étroitement avec la Chine afin de renforcer conjointement la coopération entre les pays du Sud global, de promouvoir un monde multipolaire et la croissance économique mondiale, et de servir de force de stabilité et de progrès dans un monde en pleine turbulence.

Budget/ France

Les retraités dans le viseur

Avec l'accord de Matignon, Bercy prépare une année blanche « à la carte ». Le principe d'une désindexation des retraites – à partir d'un certain niveau – est sur la table. Le Premier ministre entend réduire notamment les dépenses de santé pour réinvestir dans l'enseignement et les familles.

Derrière les hauts murs de Bercy, dans la torpeur de l'été, les premiers arbitrages budgétaires sont en cours, dans un échange constant avec le Premier ministre. Depuis quelques jours, les rumeurs d'une année blanche – la désindexation de toutes les dépenses de l'État qui ne suivraient plus la progression de l'inflation – alimentent le débat. Philippe Juvin, le rapporteur général du budget, acquiesce : « Ce n'est pas intelligent, mais efficace. » Efficace sans doute, mais aussi explosif politiquement : désindexer toutes les dépenses de l'État revient à augmenter l'impôt sur le revenu – en gelant le barème –, ainsi qu'à tailler dans toutes les prestations sociales, minimas sociaux et allocations familiales compris. Sébastien Lecornu y a mis son veto, en opposant à Bercy « un refus des coupes budgétaires aveugles ». Selon nos informations, l'arbitrage en cours s'oriente vers une désindexation « ciblée ».

Dans le viseur du gouvernement : les retraites. La dynamique des dépenses consacrées aux pensions augmente de 7 milliards d'euros par an de plus que la moyenne européenne, plaide-t-on à Bercy. « Si on ne fait rien l'année prochaine, la charge des retraites augmentera de douze milliards d'euros supplémentaires, glisse un expert de l'exécutif. L'indexation sur l'inflation, à elle seule, représente un surcoût de six milliards d'euros ! » C'est donc bien dans cette direction que Matignon s'oriente, en prenant garde à moduler le coup de serpe.

La désindexation sur l'inflation devrait être progressive jusqu'au gel total à partir d'un certain seuil, le minimum vieillesse et les petites retraites étant ainsi épargnées. S'attaquer à un corps électoral aussi massif et mobilisé a toujours paralysé les gouvernements et les forces politiques.

Turquie

Opération policière sans précédent contre la communauté LGBT+

Depuis 2015, la parole publique prend pour cible les communautés LGBT+, interdisant de plus en plus fermement les marches des fiertés, bannissant le drapeau arc-en-ciel et poursuivant des associations. Mais, dimanche 13 septembre, l'expression de l'homophobie d'Etat a franchi un nouveau seuil.

Jamais, de mémoire d'observateur, une opération policière d'une telle ampleur n'avait eu lieu contre la communauté LGBT+ en Turquie. Tôt dans la matinée, dimanche 13 août, des unités des forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses descentes et arrestations dans des bars et aux domiciles de défenseurs de la diversité sexuelle et de genre à Istanbul, Ankara et dans une dizaine de provinces du pays.

La police a perquisitionné le siège de l'association Kaos GL, dans la capitale turque, ainsi que les domiciles de plusieurs de ses membres et responsables, plaçant plus de dix personnes en garde à vue et saisissant ordinateurs, téléphones, tablettes, documents et disques durs. Le parquet d'Ankara a dit enquêter pour « obscénité » et « infraction à la loi sur les associations », en se fondant sur les contenus publiés sur le site et les réseaux sociaux de cette association pionnière en matière de défense des droits LGBT+.

Ukraine

La Russie frappe un train de voyageurs hautement symbolique à destination de Varsovie

L'Ukraine a précisé que la frappe a eu lieu à 2 kilomètres de la frontière avec la Pologne. Celle-ci a également rapporté qu'un autre drone avait frappé à proximité d'un poste-frontière.

La compagnie ferroviaire ukrainienne a averti, dimanche 13 septembre, qu'une « attaque systémique » visant le rail était en cours dans le pays, après notamment une frappe de drone russe contre un train à destination de Varsovie qualifiée de « délibérée » par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

« Une attaque systémique sur le rail est en cours à travers le pays. Notre centre de surveillance et nos employés sont en alerte de haut niveau », a affirmé la compagnie des chemins de fer Ukrzaliznytsia. Elle a signalé des retards importants et demandé aux usagers de se préparer à de possibles évacuations, procédure déjà courante alors que Moscou vise régulièrement des infrastructures et des transports ferroviaires avec ses drones et missiles.

Volodymyr Zelensky a déclaré que Moscou avait visé dans cette nouvelle vague de frappes des infrastructures ferroviaires et énergétiques, ainsi que des « bâtiments civils », notamment dans l'ouest du pays, moins souvent visé que les régions proches du front ou la capitale. Un drone russe a notamment frappé dimanche la locomotive d'un train de voyageurs à destination de Varsovie près de la frontière polonaise, côté ukrainien, sans faire de victimes, ont annoncé Varsovie et Kiev.

L'Ukraine a précisé que la frappe a eu lieu à 2 kilomètres de la frontière avec la Pologne, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). « Voilà la terreur de [Vladimir] Poutine qui "frappe" directement aux portes de l'Union européenne et de l'OTAN. Chers partenaires, les barbares russes sont à vos portes », a dénoncé dans la matinée le ministre des affaires étrangères ukrainien, Andrii Sybiha.

« La terreur russe ne fait pas que frapper à la porte, elle est à l'intérieur de la maison », a déclaré à ses côtés son homologue polonais, Radoslaw Sikorski, en visite à Kiev. Ces frappes à proximité de la frontière polonaise ne sont qu'une « nouvelle escalade dans l'éventail des activités russes », a-t-il estimé, citant entre autres la découverte d'un drone explosif à l'aéroport de Leipzig, incident que Berlin a imputé à la Russie début septembre.

Locomotive et station-service touchées

La Pologne a également rapporté qu'un autre drone avait frappé à proximité d'un poste-frontière. La Russie intensifie ses frappes, plus de quatre ans et demi après le déclenchement de son invasion à grande échelle de l'Ukraine, visant de plus en plus d'infrastructures civiles et au prix d'un nombre croissant de victimes civiles.

« Tous les services nécessaires sont à pied d'œuvre près de la frontière polono-ukrainienne, dans la région de Volhynie, où les Russes ont délibérément incendié une locomotive et endommagé une station-service lors d'une frappe de drone », a déclaré M. Zelensky. La compagnie ferroviaire polonaise PKP Intercity a précisé que le train reliait Kiev à Varsovie avec 206 passagers à son bord. Il devait poursuivre son trajet jusqu'à Varsovie avec plus de six heures de retard.

L'un des drones lancés par Moscou est tombé près du poste-frontière de Dorohusk-Yagodyn, tandis que l'autre a touché le train de voyageurs, selon le ministre de l'intérieur polonais, Marcin Kierwinski. « Nous traitons ces événements avec le plus grand sérieux. La situation fait l'objet d'une surveillance constante », a-t-il déclaré.

Washington

Le Kennedy Centre menacé d'une fermeture imminente en raison des difficultés financières

Les dirigeants de cette célèbre institution consacrée aux arts du spectacle, et contrôlée par des proches de Donald Trump, estiment qu'elle est au bord de la faillite et pourrait devoir fermer son bâtiment principal dès mardi, selon un article du « Washington Post ».

Le Kennedy Center, à Washington, est au bord de la fermeture. Selon un article du Washington Post paru dimanche 13 septembre, qui s'appuie sur des documents obtenus par le journal américain, le conseil d'administration de cette célèbre institution doit voter, mardi, une éventuelle fermeture du principal bâtiment, en raison de difficultés financières et de travaux de rénovation nécessaires.

Les responsables de ce centre consacré aux arts du spectacle, John F. Kennedy Memorial Center for the Performing Arts de son nom complet, préviennent qu'ils « pourraient ne plus être en mesure de verser les salaires ou d'honorer les contrats d'entretien courants », rapporte le Washington Post. Le conseil d'administration avait déjà voté en mars une fermeture de deux ans pour rénovation.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui a placé au début de son second mandat ses proches à la direction du conseil d'administration de l'institution, avait accolé, en décembre, son nom à celui de son lointain prédécesseur démocrate, la rebaptisant « Trump Kennedy Center ». Mais la modification a été bloquée par la justice.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui a placé au début de son second mandat ses proches à la direction du conseil d'administration de l'institution, avait accolé, en décembre, son nom à celui de son lointain prédécesseur démocrate, la rebaptisant « Trump Kennedy Center ». Mais la modification a été bloquée par la justice.

De nombreux artistes ont annulé leurs concerts dans cette salle après sa prise de contrôle par Donald Trump. Selon les médias américains, les ventes de billets du Kennedy Center ont chuté à leur plus bas niveau depuis 2020 et la pandémie de Covid-19.

Soutenir Donald Trump pour obtenir un financement

Le conseil d'administration fait valoir, dans un dossier consulté par le Washington Post, que soutenir publiquement M. Trump au sein du centre pourrait permettre d'obtenir des financements et assurer la pérennité de l'établissement. « Les administrateurs devront choisir parmi dix textes qui pourraient être apposés sur la façade du bâtiment, sous son nom », afin de remercier le président américain pour cette rénovation, relate le journal.

Selon le Washington Post, le centre doit percevoir environ 124 millions de dollars (107 millions d'euros environ) sur les 220 millions de recettes prévues dans son budget, « ce qui laisse un déficit d'environ 23 millions de dollars, même après d'importantes réductions de dépenses » au cours du dernier exercice fiscal.

Le bâtiment lui-même a été endommagé lors d'une violente tempête au début du mois, au cours de laquelle « une partie du plâtre du plafond (...) s'est détachée », a rapporté le journal.

Sollicité par l'Agence France-Presse (AFP), le centre a refusé de s'exprimer, invitant à se référer aux déclarations de la porte-parole Roma Daravi le 4 septembre, qui avait dénoncé « des décennies de négligences et de report de travaux par la direction précédente ».

« Ajouter le nom du président Donald Trump au bâtiment a attiré de nouveaux donateurs », a assuré le centre dans une note détaillant ses décisions financières.

Suède

Elections législatives: la gauche et la droite au coude-à-coude, l'extrême droite recule

L'opposition de gauche sort légèrement en tête des élections législatives en Suède, après un scrutin très serré dont les résultats ne sont pas encore définitifs. La leader sociale-démocrate, Magdalena Andersson, s'est dite prête à gouverner.

Seulement 29 000 voix d'avance pour la gauche, face à l'alliance de la droite et de l'extrême droite : les deux grands blocs politiques de Suède sont au coude-à-coude, lundi, à l'issue des élections, présageant de négociations ardues pour former un gouvernement.

Magdalena Andersson, leader des sociaux-démocrates, dirigera-t-elle le pays nordique, une fois le comptage des législatives terminé ? Elle paraît, à ce stade, la mieux placée.

Mais son rival Ulf Kristersson, le Premier ministre conservateur sortant, ne s'avoue pas vaincu. Difficile donc de prédire l'issue finale de ce scrutin, riche en rebondissements comme la Suède en a l'habitude.

« La situation est vraiment tendue », assure Mikko Duvaldt, un ouvrier croisé dans une gare de Stockholm. « Pour chaque camp, ça va être difficile de former un gouvernement », prédit ce Suédois de 48 ans.

« Tout ça me stresse », renchérit Pernilla Karlsson, 53 ans. D'autant que le dépouillement n'est pas encore terminé.

À ce stade, la gauche dispose de 176 sièges, contre 173 pour la droite et l'extrême droite. Une des surprises de ce scrutin ? Le score du parti d'extrême droite « les Démocrates de Suède », qui recule pour

la première fois depuis son entrée au Parlement, il y a 16 ans – à rebours du reste de l'Europe.

Des résultats complets attendus mercredi

De premières réunions sont organisées, lundi, par les partis pour tenter de tirer les leçons de ce scrutin. Et réfléchir à la suite. Ephémère Première ministre de Suède (2021-2022), Magdalena Andersson a déjà fait part de son intention de gouverner. « Pour l'instant, nous sommes en tête. Et si cela se confirme, alors la Suède aura un nouveau gouvernement », a lancé la sociale-démocrate de 59 ans à ses partisans, dimanche soir.

Son avance ne sera confirmée que mercredi, quand toutes les voix auront été comptées. Si elle est bien avérée, c'est alors que le plus difficile commencera : deux des membres de sa potentielle coalition, le parti de gauche et le parti centriste, ont beaucoup de mal à s'entendre.

Ils « ont leurs lignes rouges, mais cela va aussi dépendre des questions de fond, et de ce qu'ils réussiront à obtenir, ce qui déterminera si et quand les lignes rouges seront abandonnées », explique la politologue Annika Fredén, de l'Université de Lund. « Donc ça va prendre du temps », affirme-t-elle.

En parallèle, droite et extrême droite refusent pour l'heure de reconnaître leur défaite. Pour rester au pouvoir, Ulf Kristersson va, lui aussi, essayer de construire une possible coalition en cherchant à l'élargir vers le centre.

Mais l'exercice va là encore être délicat : avant le scrutin, la droite avait garanti des postes ministériels à l'extrême droite, une perspective rédhitoire pour les centristes.

Premier League

Coventry 0 Brighton 5

Brighton enfonce un peu plus Coventry lanterne rouge à zéro point, et grimpe dans le top 4

Le début de saison galère du promu Coventry et de son entraîneur, l'ex-international anglais Frank Lampard, s'est poursuivi dimanche avec une quatrième défaite en quatre journées, à domicile et à dix contre onze face à Brighton (5-0), qui confirme son excellent début de saison et grimpe dans le top 4 de la Premier League.

Coventry n'en finit pas de couler. Déjà défait lors des trois premières journées, le promu et son entraîneur, l'ex-international anglais Frank Lampard, ont concédé une quatrième défaite ce dimanche, à domicile et à dix contre onze face à Brighton (0-5). La lanterne rouge de Premier League compte zéro point, dix buts encaissés et aucun marqué.

L'entame de match avait pourtant été positive puisque Coventry avait eu deux occasions franches autour de la demi-heure de jeu, mais le gardien de Brighton Bart Verbruggen a réalisé deux jolies parades, main droite, sur une reprise de Jack Rudoni (27e) puis une volée de Frank Onyeka (32e). Et forcément, quand un club autant en difficulté ne sanctionne pas ses temps-forts, il est puni.

Le coup de sang d'Awoniyi a plombé Coventry

Peu après, l'attaquant grec



Charalampos Kostoulas a opéré un enchaînement de haute volée dans la surface pour donner l'avantage à Brighton (35e, 0-1).

Mais c'est en seconde période que la situation a réellement tourné au cauchemar, en grande partie à cause

du carton rouge reçu par l'attaquant Taiwo Awoniyi, auteur d'un coup de coude dans le visage d'un adversaire (53e) alors que Malick Yalcouye venait de profiter des lenteurs de la défense pour faire le break (51e, 0-2).

Les visiteurs en ont alors profité pour

améliorer leur différence de buts. Pascal Gross a été implacable sur pénalty (69e, 0-3), Lewis Dunk a logé une magnifique frappe en lucarne (83e, 0-4) et Yasin Ayari a donné le coup de grâce (90e+4, 0-5), pour installer Brighton à la 4e place de la Premier League avec 7 points.

Leeds 4 Newcastle 0

Leeds surclasse Newcastle et bondit sur le podium

Leeds n'a laissé aucune chance à Newcastle, battu 4 à 1 lundi en clôture de la 4e journée de Premier League, un large succès qui permet aux joueurs de Daniel Farke de rester invaincus et de grimper sur le podium.

Derrière Arsenal et Manchester City, qui ont fait le plein (12 points), Leeds a pris la 3e place (8 pts), à égalité de points mais avec une meilleure différence de buts que Hull (4e), grâce à sa nette victoire contre les Magpies.

Newcastle et Leeds présentaient pourtant un bilan identique d'une victoire et deux nuls en ce début de championnat, mais le match a été à sens unique et dans son antre d'Elland Road, Leeds a rapidement plié l'affaire.

Avec notamment un Jayden Bogle intenable, Leeds a ouvert la marque, avec certes beaucoup de chance, sur une frappe du Japonais Ao Tanaka deux fois déviée, un but finalement attribué à Lewis Miley contre son camp (32e).

Bogle a enfin réussi à tromper Lukas Horncik moins de deux minutes plus tard (2-0, 34e), et Dominic Calvert-Lewin s'est ensuite montré efficace pour tuer tout suspense (45e+1). Illustration



de l'impuissance de Newcastle, qui avait pourtant inscrit deux buts lors de chacune des trois premières journées, Leeds menait 11 tirs à 1 à la pause.

L'ancien Lillois Matias Fernandez-Pardo a été transparent pour sa première titularisation avec

Newcastle, et Noah Okafor a même corsé l'addition à l'heure de jeu pour les Peacocks, très en réussite (4-0, 59e).

Les Magpies, qui ont réduit la marque en toute fin de match par Bazoumana Touré (4-1, 90e), reculent quant à eux au 12e rang au classement.

Premier League

Sunderland 0 Arsenal 2

Bruno Guimaraes obtient un but stupéfiant dans une affaire tendue alors que Gunners passe de quatre à quatre

Arsenal a maintenu son parfait début de saison après deux moments de brillance de David Raya et Bruno Guimaraes qui les ont mis sur la voie de la victoire à Sunderland.

En 55 minutes, le défenseur des Gunners Ezri Konsa a été pénalisé pour avoir fait tomber Dan Ballard dans la boîte, mais le gardien Raya a lu la pénalité d'Enzo le Fee avec un superbe arrêt à sa gauche.

Et sa véritable signification n'a été révélée que 121 secondes plus tard, lorsque le milieu de terrain Guimaraes - amené en tant que substitut à mi-temps - a brillamment recroquevillé l'ouvreur hors de la barre à 20 mètres.

C'était le premier but d'Arsenal de la signature de l'été et il avait ajouté un sens en venant contre Sunderland - les grands rivaux de son ancien club Newcastle United.

La victoire a été scellée dans les dernières secondes alors que Bukayo Saka a obtenu une pénalité après avoir été encrassé par Reinildo Mandava, qui a reçu un deuxième carton jaune et envoyé.

En trouvant le moyen de réussir une nouvelle fois, les hommes de Mikel Arteta ont prolongé leur début de saison à 100% avec six victoires sur six toutes compétitions confondues, dont quatre en Premier League pour les placer au sommet du tableau.

Malgré la domination de la possession avec 66% du ballon en première mi-temps, Arsenal avait, jusqu'à ce point, leurs chances sévèrement limitées par le côté discipliné de Sunderland de Regis le Bris.

Leurs meilleures chances avant la pause comprenaient un effort de Kai Havertz qui a volé au-dessus de six verges, avant que l'attaquant allemand n'ait une volée renversée par le gardien Robin Roefs peu après.

Arsenal s'est approché d'une seconde avant la pénalité tardive lorsque Ballard a brillamment dégagé la ligne



pour refuser Havertz, tandis que Jurrien Timber a trouvé le filet, mais sa tête a été rejetée.

Sunderland a quatre points sur autant de matchs de championnat pour se classer 14e au classement.

La frustration de la première moitié d'Arsenal s'est traduite par le fait que le manager Arteta a été retenu peu de temps avant la pause pour avoir quitté son domaine technique trop souvent.

Ils avaient été annulés par Sunderland à ce moment-là, le métronome attaquant Martin Odegaard gardé silencieux par leur ancien joueur Granit Xhaka.

L'ailier grec Christos Tzolis a poursuivi son début de saison incohérent, rappelant davantage ici son spectacle impitoyable contre Aston Villa que l'affichage productif à la maison à Chelsea.

Konsa, avant même d'infliger la pénalité, a eu du mal à

gérer l'approche d'attaque directe de Sunderland et la physique de l'attaquant Brian Brobbey. Et il y avait une autre inquiétude à l'arrière quand Ben White est parti blessé à la mi-temps.

Mais dans un jeu où leur talent d'attaquant a largement échoué à briller, Arsenal a pu compter sur leur qualité à l'autre bout du terrain comme Raya a montré sa valeur.

L'Espagnol a conservé son cinquième linge de lit sans faute en six matchs cette année et a mobilisé une défense qui n'a concédé que neuf tirs sur cible dans la ligue jusqu'à présent - le plus bas de la division.

Raya a également été appelé à l'action en fin de journée pour éloigner une croix Xhaka qui a causé un danger alors que Sunderland a emballé la boîte à la recherche d'un niveleur.

Ainsi, Arsenal a remporté chacun de ses quatre premiers matchs lors d'une saison de haut vol pour la sixième fois de son histoire, la dernière fois en 2022-23.

Manchester United 0 Manchester City 1

L'arbitrage du derby, une faillite totale

Manchester City a remporté un derby aux multiples polémiques d'arbitrage face à Manchester United (0-1) dimanche, à Old Trafford. Il y eu l'expulsion controversée de Phil Foden après une altercation avec Bruno Fernandes. Mais surtout un but d'Erling Haaland qui n'aurait jamais dû être accordé. Deux décisions qui mettent une nouvelle fois en cause l'interprétation du VAR.

Un seul but mais beaucoup de choses pour alimenter les conversations. La victoire de Manchester City dans le derby face à Manchester United (0-1) fait déjà couler beaucoup d'encre de l'autre côté de la Manche, et ce n'est peut-être pas fini. Au cœur du débat, il y a l'arbitrage. Et deux faits de jeu qui font beaucoup réagir : l'expulsion de Phil Foden (23e) et le but de la victoire des Cityzens, inscrit par Erling Haaland (60e).

Le carton rouge infligé à Foden a été le premier tournant. Le milieu offensif de Manchester City s'est rendu coupable

d'une réaction excessive dans un duel avec Bruno Fernandes. Après avoir reçu un coup du Portugais, l'Anglais a répondu en lui assénant un coup de pied dans le ventre. Son expulsion, validée par le VAR, ne se discute pas vraiment.

Ce qui a pu choquer, c'est que Fernandes s'en sorte à si bon compte, sans le moindre carton. "Foden se relève et réagit de manière évidente, ce qui lui vaut d'être expulsé, constatait Roy Keane, l'ancien milieu de Manchester United, sur Sky Sports. Fernandes le rattrape et lui donne un petit coup de pied. Je suppose que ça passe pour un geste violent. Mais c'est Fernandes qui se montre violent ici, je ne pense pas que Foden aurait dû recevoir un carton rouge."

Haaland n'est pas hors-jeu, Fernandez l'est

City aurait peut-être davantage contesté cette décision s'il ne s'était pas imposé chez son voisin, malgré cette infériorité numérique précoce, après seulement une grosse vingtaine de minutes de jeu. Les contestations, elles sont venues du



camp de United au coup de sifflet final.

Et ils n'étaient pas les seuls à se demander comment le but victorieux

d'Haaland avait pu être finalement accordé après l'intervention du VAR alors que l'arbitre, Michael Oliver, l'avait initialement refusé pour un hors-jeu.